

CAARDIS 2011

CRISE EN COTE D'IVOIRE : ENTRE NECESSITE DE RESOLUTION ET STRATEGIES DIPLOMATIQUES

Par Windata Zongo
email : contact@caardis.org

WWW.CAARDIS.ORG

Par les solutions proposées dans le cadre de son règlement, la crise ivoirienne a vu la mobilisation des organisations putatives africaines au niveau sous régional (CEDEAO, UEMOA) ainsi que l'organisation régionale africaine (UA). Si cela illustre dans le discours la volonté de l'Afrique de trouver des solutions africaines aux problèmes du continent, dans les faits, cette crise a été un champ de rivalité dû à des enjeux stratégiques entre deux pays qui sont l'Afrique du sud et le Nigeria. Cette rivalité s'est ainsi illustrée de la part de ces pays par des décisions guidées uniquement par leurs ambitions diplomatiques sur les scènes africaines et internationales.

Une rivalité voilée :

-Des initiatives CEDEAO conduites par le Nigeria

Même s'il faut attribuer les premières mesures coercitives à la communauté internationale, (celles-ci ayant été prises par l'ONU et l'UE), force est de reconnaître que l'espace CEDEAO avec le Nigeria a, à son tour entamé (d'abord par des mesures pacifiques puis par des mesures coercitives) des actions pour rétablir l'ordre politique légitime en Côte d'Ivoire. Cela, en parfaite conformité avec la procédure au niveau africain de règlement des crises qui passe d'abord par les organes sous régionaux. Suite aux échecs de la première phase de la diplomatie coercitive (à laquelle il faut ajouter une médiation de Monsieur Thabo Mbeki mandaté par l'union africaine ainsi que des initiatives de l'ONU et de l'union européenne), le Nigeria (par la voix de son chef de la diplomatie qui a publié une lettre ouverte le 24 janvier dans laquelle il justifie ce choix) proposera une entrée dans la seconde étape qui requiert l'emploi de la violence légitime. Cette volonté du Nigeria - qui bénéficie de la légitimité de la CEDEAO - de rétablir par une méthode hobbesienne, la crise en Côte d'Ivoire devait toutefois être avalisée par l'ONU mais surtout par l'union africaine dont le 16eme sommet qui devait se tenir quelques jours plus tard à Addis Abeba en avait fait sa question principale. Lors de ce sommet, l'union africaine par le conseil paix et sécurité décidera plutôt de la mise en place d'un panel de chefs d'Etats chargés de trouver des solutions pacifiques à la crise en lieu et place de la solution de l'espace CEDEAO.

- maladresse de l'Union Africaine et travail de sape de l'Afrique du Sud

Depuis les premiers moments de la crise, l'union et la concertation n'étaient pas les valeurs les mieux partagées sur les solutions. Alors que la CEDEAO affichait une volonté de résoudre cette crise à l'échelle sous régionale, l'initiative de l'UA avec en premier lieu la médiation de Monsieur Mbeki (même si elle semble avoir été prise après consultation de l'espace CEDEAO, la logique aurait été que cette dernière passe la main à l'union pour des solutions continentales. Cela explique en partie les critiques formulées à l'encontre de l'UA par la CEDEAO sur sa décision de créer un panel de chefs d'Etats pour la crise) constitue une atteinte à la tradition de subsidiarité qui prévaut dans les modalités de règlement des crises en Afrique. Cela fait donc tâche car dans ce cas précis, l'Union Africaine aurait dû s'appuyer sur les mesures de la CEDEAO conformément à la conférence d'Accra, et non les contourner. Ce qu'a précisé son président Monsieur James Gbohé qui, tout en affirmant la déception de la CEDEAO sur la gestion par l'union africaine du dossier de la Côte d'Ivoire, dira du panel qu'il est « une tentative de contrer ce que cette sous-région [l'Afrique de l'Ouest, NDLR] fait ». Mais c'est sans conteste la diplomatie unilatérale de sape orchestrée par l'Afrique du sud qui a engendré l'échec des solutions proposées. En effet, après avoir émis quelques réticences sur les résultats d'un scrutin présidentiel légitime, elle s'illustra pendant le sommet, par un travail de sape des mesures de l'espace CEDEAO et utilisant l'Union Africaine comme instrument de légitimation à l'échelle continentale de sa politique extérieure. Le président sud-africain qui figure dans ce panel (parallèlement à son travail de sape) et narguant l'institution africaine confirme ainsi cela quand il affirme après la création du panel ceci : « Nous devons, en tant que panel de l'Union Africaine, parler d'une seule voix aux Ivoiriens. Quel que soit la résolution à laquelle nous aboutirons, les Ivoiriens, peu importe le parti, ne doivent pas douter qu'il y a des gens qui pensent différemment à l'extérieur...Ils doivent savoir que l'Union Africaine a parlé ». Cette subtile manœuvre qui vise à enterrer la solution CEDEAO répond en réalité à des calculs géostratégiques. Elle sera suivie par des mesures elles aussi dénoncées par la CEDEAO : « Au moment où nous parlons, un navire de guerre sud-africain est à quai en Côte d'Ivoire [...] Cela ne peut que compliquer les choses » a clairement affirmé Gbohé pour dénoncer cette entreprise sud-africaine.

Une prétention de puissance continentale de l'Afrique du Sud qui se heurte à l'hégémon ouest africain du Nigéria.

La politique étrangère dépend toujours de la perception par les gouvernants, de l'intérêt national et du rôle que ceux-ci entendent faire jouer à leur pays dans la géopolitique régionale ou internationale. Elle peut, de ce fait, être une politique de puissance dans l'environnement immédiat si l'objectif des gouvernants est la domination. Une analyse des comportements sud-africain et nigérian sur le champ de la crise ivoirienne permet de percevoir des stratégies divergentes mais avec des objectifs similaires : une démonstration de puissance de la part de chacun de ces deux pays.

Pour l'Afrique du sud, il s'agit de légitimer sa posture de puissance continentale assumant son rôle de porte voie de l'Afrique au reste du monde, ce qui passe par une implication dans les affaires africaines ainsi que le contrôle de toute les sous-régions du continent (dont la région Ouest qui a pour maître incontesté, le Nigeria). Cela a commencé depuis la période de gouvernance de Nelson Mandela par un signal en direction du reste du continent d'abord pour manifester sa gratitude pour le soutien reçu pendant les périodes d'apartheid. Plus tard, elle utilisera une stratégie de séduction qui consiste à s'impliquer aux initiatives pour la paix et la sécurité en Afrique d'abord par la pratique de médiations ou des envois de troupes dans l'espace SADC (Lesotho), puis dans les autres espaces régionaux (Afrique centrale avec la crise congolaise et Afrique de l'Ouest avec la crise ivoirienne et la corne de l'Afrique avec le conflit Kenyan...). Ces actions sont soutenues par une puissance militaire et économique qui se situe au premier rang du continent. En outre, elle s'illustrera dans l'intégration africaine en étant à la base des grands projets continentaux (NEPAD, naissance de l'Union Africaine). Par ailleurs, elle a envoyé un signal fort au reste du monde sur ses capacités en organisant la coupe du monde tout en étant aussi candidat pour l'organisation des jeux olympiques d'été de 2016 et en intégrant le groupe des BRICS (ces pays représenteront 61% de la croissance mondiale en 2014 selon les estimations). Tous ces facteurs font incontestablement de ce pays, une puissance continentale dont l'affirmation déjà passe par la conquête de toute la zone subsaharienne. Cette ambition se heurte toutefois à la résistance du Nigeria en Afrique de l'Ouest. S'il est un pays qui peut se targuer depuis la fin de la guerre froide, de dominer sans partage la zone ouest africaine et qui entend continuer, c'est bien le Nigeria. Passé les périodes de rivalité avec la Côte d'Ivoire dues à un legs colonial que les périodes d'instabilité politique de la Côte d'Ivoire ont contribué à anéantir, ce pays s'est toujours affirmé en tant que gendarme de la région ouest africaine fournissant la majorité des troupes de la CEDEAO dont il abrite le siège, finançant et s'impliquant dans les opérations de paix dans la zone (Liberia, Togo, Côte d'Ivoire) et même au-delà (Zimbabwe, Congo...). Ces actions sont

soutenues par une puissance économique et militaire au premier rang dans cette partie de l'Afrique, et par une population importante (152 millions d'habitants). Ces facteurs concourent à faire du Nigeria la première puissance de l'Afrique de l'Ouest. Il voit donc d'un mauvais œil, l'arrivée sud-africaine dans la zone d'expression de sa puissance.

Une rivalité liée à de similaires prétentions diplomatiques

Si la volonté de s'affirmer dans les affaires africaines constitue la cause de la rivalité à laquelle ces deux pays se livrent sur le dossier ivoirien, l'enjeu se situe en dehors du territoire africain. Le 07 mars 2006, le secrétaire général de l'ONU présente à l'assemblée sa réforme de l'institution avec pour objectif principal de la rendre plus représentative du nouvel ordre mondial (la nécessité d'accélérer cette réforme a ainsi été l'objet d'un point du discours du président français lors de son allocution au dernier sommet de l'UA). Au niveau du continent africain, cette réforme a été validée à l'unanimité par les membres de l'union africaine lors de son sommet tenu à Syrte quelques mois plus tôt. Le principal enjeu de cette réforme est l'octroi de deux sièges de membres au conseil de sécurité à l'Afrique sans toutefois définir les critères d'éligibilité (à l'UA d'en décider). Trois candidats légitimes étaient déclarés : le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Egypte. Si au sortir de ce sommet, les avis étaient unanimes sur la qualité des trois candidatures, dans le discours des candidats la compétition avait déjà commencé. Remi Oyo porte-parole du président nigérian Olusegun Obasanjo se déclarait optimiste sur les chances du Nigeria d'obtenir un siège en brandissant l'argument du poids démographique : « il n'est pas possible d'envisager une représentation de l'Afrique sans penser d'abord au Nigeria dans la mesure où un quart des africains sont nigériens, un cinquième des noirs sont nigériens » .l'Afrique du Sud quant à elle affirmait être le candidat naturel et logique de l'Afrique au vu de son poids (économique, diplomatique et militaire) sur le continent et même au-delà. Même si les critères de sélection des candidats ne sont pas clairement spécifiés, la palm revindra au pays qui s'illustrera le plus dans les grands dossiers continentaux (intégration régionale, NEPAD, paix et sécurité....).La rivalité entre le Nigeria et l'Afrique du sud venait ainsi de naître pour cause de velléité diplomatique et allait ainsi se manifester dans tous les chantiers de l'espace géopolitique africain. L'Egypte étant le candidat naturel du monde arabe africain (question de représentativité et d'équilibre géographique), le Nigeria a toutes les raisons de voir en l'Afrique du Sud son principal rival. La bataille en Afrique de l'Ouest que la crise ivoirienne offre comporte ainsi deux enjeux différents : Pour le Nigeria, il s'agit de consolider ses acquis en Afrique de l'Ouest tandis que pour l'Afrique du Sud, l'enjeu est de trouver un pays qui constituerait à la fois son allié et un adversaire à

l'hégémonie nigériane dans l'espace CEDEAO et la Cote d'Ivoire en a le profil idéal. Cependant, elle a joué la mauvaise carte mais semble ne pas l'accepter.

L'Afrique du Sud a perdu des points

Telle peut être la conclusion que l'on peut tirer de la rivalité entre ces deux pays dans cette crise. S'il paraît évident au vu de notre analyse, que la crise ivoirienne constitue un champ d'adversité entre ces deux pays, chacun ayant pour objectif de muscler sa candidature au siège africain restant au conseil de sécurité, l'Afrique du Sud y perd en crédibilité. D'abord pour avoir remis en cause des résultats légitimes d'une élection qui l'était également (le problème ivoirien relevant en fait d'un mauvais usage du droit qu'on tente volontairement d'entraîner dans le champ du politique) alors que le Nigeria s'est abrité derrière la CEDEAO qui portait du principe de rétablir l'ordre légal rationnel selon les procédures de règlements des crises conformes à la charte de l'ONU et de l'UA. Ensuite par l'apport d'un arsenal militaire à un pouvoir non légitime, ce qui sape le travail entrepris par la CEDEAO. Son comportement a seulement été guidé par ses ambitions diplomatiques (idem pour le Nigeria) qui nécessitait de sa part, un choix géostratégique mais dans la finalité, sa décision de soutien à un régime illégitime contre le droit aura du mal à convaincre sur son discours de neutralité dans cette crise et remet en cause sa posture de porte flambeau des valeurs de l'intégration africaine qui, selon les clauses d'Accra passe par la consolidation des espaces sous régionales. Son mauvais choix dans ce cas vient donc de le faire perdre des points dans la lutte finale. Mais ces points ont-ils été récupérés par le Nigeria ?